



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 septembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLACOPLATRE

Tour Saint-Gobain
12, Place de l'Iris
92400 COURBEVOIE

Références : E25 - 3051
Code AIOT : 0006506580

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 19 septembre 2025 de la carrière de gypse à ciel ouvert, exploitée par la société PLACOPLATRE, située sur le territoire des communes de Le Pin, Villevaudé et Villeparisis. L'inspection a été annoncée le 17 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLACOPLATRE
- Montzaigle - Bois le Comte - Rte Villevaudé - 77270 Villeparisis
- Code AIOT : 0006506580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PLACOPLATRE, dont le siège social est situé Tour Saint-Gobain, 12 Place de l'Iris à Courbevoie (92400), est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2017/DCSE/003 du 17 mars 2017 à exploiter une carrière de gypse à ciel ouvert dite « Bois le Comte » sur les communes de Le Pin et de Villeparisis et à étendre cette carrière sur le territoire des communes de Villeparisis, au lieu-dit « Le Bois Maulny » et de Villevaudé, aux lieux-dits « les Mazarins » et le « Bois Gratuel » pour une durée de 30 ans.

L'arrêté préfectoral n° 2024/03/DCSE/BPE/M du 26 avril 2024 impose des mesures d'urgence à la société PLACOPLATRE suite à des glissements de terrains survenus dans la carrière.

L'arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD77 101 du 16 juillet 2021 de prescriptions complémentaires a modifié le périmètre de la zone d'extraction sur la commune de Villevaudé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de l'inspection du 13 septembre 2024	Lettre du 13/12/2024	Sans objet
2	Secteur souterrain	Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 3.2.7	Sans objet
4	Mares de substitution	Arrêté Préfectoral du 19/09/2025, article 2.2.2	Sans objet
5	Moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 3.2.6	Sans objet
6	Prévention des risques électriques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 3.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société PLACOPLATRE devra :

- indiquer, dans un délai maximal de 3 mois, les suites données aux recommandations de Geotopia formulée dans rapport du suivi géotechnique annuel du 27 juin 2025 ;
- transmettre, dès réception, le rapport de visite de la société Geotopia à l'issue de la campagne de découverte de 2025, visant à contrôler les fronts de découvertes, le profil des remblais et la gestion des eaux de ruissellement et interstitielles au niveau de ce remblai ;
- effectuer, dans un délai maximal de 3 mois, un bilan de la remise en état de la carrière et présenter un plan des aménagements effectués. Il devra proposer un calendrier des travaux nécessaires pour respecter le phasage de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 13 septembre 2024

Référence réglementaire : Lettre du 13/12/2024

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité de la découverte et des remblais

Prescription contrôlée :

- Mise en place d'un suivi géotechnique des travaux de découverte avec la réalisation d'une étude géotechnique avant d'engager une nouvelle campagne de découverte ;
- Réalisation d'une étude géotechnique pour réévaluer les conditions de stockage des remblais et un suivi géotechnique du chantier de remblayage ;
- Réalisation d'une étude géotechnique pour déterminer la largeur de gypse à ne pas extraire pour garantir la stabilité de la butée constituée au pied des remblais glissés.

Constats :

- **Travaux de découvertes :**

Les argiles vertes des talus constitués lors de la campagne de découverte de 2024 ont été enherbées afin de limiter le ruissellement des eaux pluviales et un fossé situé au pied des calcaires de Brie draine les résurgences de la nappe des Calcaires de Brie. Les pentes des talus des argiles vertes ont été modifiées par rapport aux campagnes précédentes. Un suivi de la stabilité des talus est assuré deux fois par mois par un géomètre à l'aide de cibles topographiques placées sur les talus. Un inclinomètre, placé entre le talus et la RD 105, est encore en fonctionnement. Le suivi de l'inclinomètre ne montre aucun mouvement significatif de l'apparition ou de l'évolution d'un glissement.

Les piliers des galeries souterraines sont également équipés de cibles topographiques pour évaluer l'impact des travaux de découverte sur leur stabilité.

- **Remblayage de la fosse de Bois Gratuel :**

La société PLACOPLATRE a présenté l'étude du 27 février 2025 de Géotopia visant à dimensionner le mur de soutènement de gypse en pied des remblais, et à évaluer la stabilité du profil de ces remblais, projeté à l'issue de la nouvelle campagne de découverte avec un talus d'une pente de 40 % sur une hauteur de 10 m et une banquette d'une largeur de 10 m. L'étude conclut que le remblai est stable pour un mur de gypse en pied de remblai de 4,5 mètres de hauteur, et 10 mètres de large, à condition qu'il n'y ait pas d'accumulation d'eau dans le remblai et à l'arrière du mur de gypse. L'exploitant indique avoir constitué un mur de 5 m de hauteur et de 10 m de large.

Le front du remblayage présente une pente intégratrice de 16,8°. La pente est plus faible que celle recommandée par l'étude de Geotopia du 25 juillet 2025 relative au diagnostic du glissement des remblais de découverte et à la reprise de la zone du glissement ; la valeur recommandée est fixée à 18°. L'exploitant assure une gestion des eaux pluviales de ruissellement et des eaux interstitielles des remblais avec la mise en place d'une buse en pied de remblai, des pentes qui dirigent les eaux pluviales de ruissellement vers des fossés périphériques à l'est de la fosse. L'exploitant a mis en place un suivi piézométrique dans les remblais avec deux piézomètres installés au niveau de la première et de la deuxième risberme.

- **Suivi par GEOTOPIA**

Le géotechnicien Geotopia a réalisé une visite le 30 avril 2025 afin de réaliser une mission de diagnostic géotechnique dans le cadre du projet des travaux de découverte de la carrière des Mazarins pour l'année 2025. La mission avait pour objet de réaliser un constat sur l'état des remblais de découverte, les talus en amont du front d'exploitation ouest et les talus en amont du front d'exploitation au sud.

Le géotechnicien conclut que le projet respecte bien les recommandations du rapport du 25 juillet 2024 sur le glissement des remblais de découverte et du rapport du 19 juillet 2024 sur le glissement des talus de découverte. La géométrie des talus des remblais est bien conforme et un drainage a bien été mis en œuvre. Des recommandations sont également formulées concernant l'amélioration du drainage des remblais, la gestion des remontées d'eau à l'amont du mur de gypse dans le remblai de découverte, le curage et l'entretien des fossés drainants au toit et en base des Argiles Vertes au niveau du talus de la RD105, la gestion des arrivées d'eau au niveau du talus au sud, la mise en place d'un talus moins raide dans les Marnes au niveau du talus sud et la réparation des zones glissées, ainsi que le confortement du talus de la piste au sud-est.

L'étude précise également que la taille et l'évolution des désordres au niveau du talus de la RD105 restent compatibles avec la pérennité de la géométrie initialement définie, qui présente une stabilité satisfaisante à court terme (2 à 4 ans).

En outre, le géotechnicien recommande d'étudier la stabilité du pilier de gypse laissée en place au niveau du front ouest et d'évaluer son risque de rupture, et d'assurer un suivi régulier du niveau piézométrique dans le remblai afin de s'assurer que le niveau d'eau ne dépasse pas la courbe théorique définie dans les calculs de stabilité du mur en gypse.

L'exploitant indique que le géotechnicien Geotopia réalisera une visite de contrôle à la fin de la campagne de terrassement prévue en fin d'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société PLACOPLATRE devra :

- indiquer les suites données aux recommandations de Geotopia, formulées dans rapport du suivi géotechnique annuel du 27 juin 2025 ;
- transmettre, dès réception, le rapport de visite de la société Geotopia à l'issue de la campagne de découverte de 2025, visant à contrôler les fronts de découvertes, le profil des remblais et la gestion des eaux de ruissellement et interstitielles au niveau de ce remblai.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Secteur souterrain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 3.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Prescription contrôlée : Les cavités exploitées et non encore réaménagées font l'objet d'une visite par le personnel technique de l'exploitant au moins tous les 3 mois afin de détecter toute amorce d'éboulement, chute de toit, affaissement, basculement de parement ainsi que des venues d'eau. En outre, au moins tous les 2 ans, une visite des secteurs souterrains non réaménagés est effectuée par un expert indépendant. (...) Les résultats des visites sont consignés dans un registre qui signale également le nom des visiteurs, la date et l'heure de la visite. Un bilan annuel est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : La société ETEX France Building Performance a remblayé les galeries souterraines, situées à l'ouest de la fosse des Mazarins, au 2/3 jusqu'à la galerie 52. Ces travaux de confortement doivent être poursuivis en 2026, jusqu'à la galerie 32. Un suivi du front ouest des Mazarins est assurés par PLACOPLATRE. L'exploitant indique que les piliers (un pilier sur trois) sont équipés de prismes pour suivre leur mouvement depuis une station située en face de ce front. En outre, le bilan des activités de la carrière en 2024 précise que les piliers de la galerie C de la rue 54 à 79 sont équipés d'inclinomètres. Les données des mouvements des piliers inhérents au déconfinement de cette zone suite à la découverte le long de la route RD 105 sont enregistrées sur une plate-forme Web. Le rapport annuel du géotechnicien WSP - BG sur l'inspection des galeries des Mazarins effectuée le 22 avril 2025 conclut qu'il n'a pas été identifié d'aléa géotechnique majeur contre-indiquant la réalisation de la campagne de découverte de 2025 selon la méthode habituelle, en dehors de quelques chutes de blocs aux coins de piliers. Il recommande de surveiller, lors des prochaines inspections périodiques, plus particulièrement la dégradation du secteur Sud-Est (à l'Est de l'allée N et au Sud de la contre allée 40), plus avancée que le reste de la carrière, mais ne justifiant pas de travaux de remblayage à ce stade. L'exploitant a présenté le registre de la surveillance des galeries souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté et le descriptif des phases définies à l'article 2.1.5.3 ci-dessus, dans les conditions suivantes : Secteur B : Le projet de réaménagement consiste en la création de : <ul style="list-style-type: none">• boisements de type chênaie-frênaie, pour environ 85% de la superficie du secteur (soit

<p>environ 40 ha) et leur manteau forestier ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • prairies calciclinales à neutrophiles, pour environ 15% de la superficie du secteur (soit environ 7 ha); • une vingtaine de petites mares, disposées au sein des espaces prairiaux <p>Secteur C :</p> <p>Le projet de réaménagement consiste en la création de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • boisements de type chênaie-frênaie, pour environ 29% de la superficie du secteur (soit environ 15,5 ha) et leur manteau forestier (5 ha) ; • prairies calciclinales à neutrophiles, pour environ 4,4% de la superficie du secteur (soit environ 2,2 ha) ; • Un réseau de chemins d'une longueur totale d'un peu plus d'1 km sera aménagé au sein de la prairie ; • quatre mares (0,3 ha), disposées au sein des espaces prairiaux ; • terres agricoles, pour environ 42 % de la superficie du secteur (soit environ 21 ha). <p>L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique respecter le calendrier de remise en état pour le secteur de Bois Gratuel mais avoir pris du retard sur le secteur de Bois le Comte, avec un décalage d'environ 8 ha par rapport à ce qui est prévu dans le phasage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société PLACOPLATRE devra effectuer un bilan de la remise en état de la carrière et présenter un plan des aménagements effectués. Il devra proposer un calendrier des travaux nécessaires pour respecter le phasage de remise en état.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Mares de substitution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2025, article 2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi batrachologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivi batrachologique des mares de substitution pendant 10 ans après création des mares de substitution, avec une fréquence de 2 ans. Il portera à la fois sur les aspects qualitatifs (espèces d'amphibiens en présence) et quantitatifs (nombre d'individus / espèce/ mare).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le suivi des mesures compensatoires effectué en 2023, qui comprend celui des mares et des espèces amphibiens.</p> <p>Le rapport d'étude conclut que les amphibiens ont bien colonisé les mares et la végétation se développe dans et autour de ces mares. Le cortège est diversifié, et la majorité des mares semble présenter un bon fonctionnement écologique. Globalement, les milieux humides créés ou réhabilités sont colonisés par une faune caractéristique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 3.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle
Prescription contrôlée : L'installation et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en quantité adaptée aux risques, placés : <ul style="list-style-type: none">• dans les engins,• et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements,• bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Le(s) bassin(s) de rétention (hors fond de fouille) seront équipés d'une plate-forme d'aspiration conforme aux préconisations du SDIS en date du 10 juin 2015. Afin d'accueillir et assurer la mise en œuvre rapide des engins des sapeurs-pompiers, ces plates-formes sont équipées conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 451 du 10 décembre 1951, en tout ce qui concerne leur voie d'accès, leur dimension, leur signalisation. L'exploitant transmet au chef du centre d'incendie et de secours Chelles, Villeparisis et Claye-Souilly une attestation de la conformité des plates-formes d'aspiration et du volume d'eau de la réserve incendie disponible en interne. Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont adaptées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Le site dispose d'une réserve de 120 m ³ d'eau d'extinction incendie. Les extincteurs des engins et des ateliers ont été contrôlés par société MOREAU le 31 octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. (...)
Constats : L'exploitant a présenté le rapport du 29 juillet au 30 juillet 2025 de l'APAVE de contrôle des

installations électriques, ainsi que le certificat du Q18.

Il a présenté la commande passée à la société ETM (courriel du 09 septembre 2025) pour effectuer les travaux de mise en conformité.

Type de suites proposées : Sans suite